SYNDICAT REGIONAL DES COURTIERES DE VINS ET SPIRITUEUX DE BORDEAUX, DE LA GIRONDE ET DU SUD-OUEST

STATUTS

ARTICLE -1 Le syndicat

Les courtiers de Vins et Spiritueux du département de la Gironde, réunis en Assemblée Générale, se basant sur les lois du 18 juillet 1866, relatives à la liberté du courtage, du 21 mars 1884, du 31 décembre 1949 et du décret du 30 mai 1997, concernant l'accès à la profession des courtiers, ont résolu de former entre eux et tous ceux qui par la suite seront admis à faire partie du Syndicat, en adhérant aux présents statuts, une Association Professionnelle (loi 1901) qui prendra le titre de **SYNDICAT REGIONAL DES COURTIERES DE VINS ET SPIRITUEUX DE BORDEAUX, DE LA GIRONDE ET DU SUD-OUEST.**

ARTICLE -2

Le Syndicat a pour but :

- ⇒ De veiller à ce que soient présentées au Commerce et à la Propriété les garanties morales qu'ils sont en droit d'exiger des courtiers de vins qui les visitent,
- ⇒ De conserver entre les courtiers les traditions de bonne confraternité et de loyale concurrence, dont ils ne doivent pas s'écarter,
- ⇒ De veiller au maintien de la dignité et la déontologie en usage dans la profession,
- ⇒ Enfin, de défendre les intérêts généraux de la profession,
- ⇒ Editer annuellement la liste des membres à jour de leur cotisation. (Sauf dérogation spéciale de la chambre syndicale).

ARTICLE -3

Le siège du Syndicat est à Bordeaux, 1 cours du XXX juillet,
Le nombre de ses membres et sa durée sont illimités.
Toute discussion religieuse ou politique y est interdite.

ARTICLE - 4

Ne peuvent faire partie du Syndicat que :

- 1- Les Courtiers de Vins et Spiritueux titulaires de la carte d'identité professionnelle, depuis au moins un an.
- 2- Les membres participants d'un bureau de courtage syndiqué, bénéficiant de la carte annexe du Syndicat, étant rappelé que leurs actes dans l'exercice de la profession de Courtier entraînent la responsabilité du chef de bureau de courtage. Ils pourront assister aux réunions et prendre part à toutes les discussions et délibérations.

ARTICLE - 5

La demande d'adhésion doit être parrainée par 2 courtiers titulaires de la carte d'identité professionnelle, membre du Syndicat depuis plus d'un an et ne faisant pas partie du bureau de courtage du candidat.

Les adhésions sont acceptées ou refusées par la Chambre Syndicale à l'unanimité des voix des présents, sauf une.

En cas de refus, l'impétrant peut solliciter une nouvelle demande après un délai d'un an.

La demande de la carte annexe sera effectuée par le chef du bureau de courtage titulaire de la carte professionnelle, les conditions d'adhésion étant prévues dans l'article 4.

ARTICLE - 6

Tout courtier réunissant les conditions ci-dessus pour faire partie du Syndicat, devra, en adressant sa demande au Président, faire acte d'adhésion aux présents statuts et prendre l'engagement de payer un droit d'entrée égal à la moitié de la cotisation et une cotisation annuelle dont les montants seront fixés par la Chambre Syndicale, payable d'avant à partir du 1^{er} octobre.

Toute année commencée est due dans son intégralité.

Lorsqu'un ancien membre sera admis à la réintégration, il devra acquitter un nouveau droit d'entrée.

Dès son admission prononcée, le nouveau syndiqué recevra la carte syndicale de Courtier de Vins et Spiritueux et obtiendra, à ses frais, le tampon syndical.

ARTICLE - 7

Tout membre conserve le droit de se retirer à tout instant du Syndicat en le signifiant, par lettre, au Président.

Tout membre démissionnaire perd tout droit à l'actif. La carte syndicale et le tampon qui lui ont été délivrés devront être immédiatement remis au Syndicat.

En cas de décès, les ayant droit du syndiqué n'auront aucun recours sur l'actif du Syndicat. La carte syndicale est incessible, sous quelque forme que ce soit.

En cas de cession d'un fonds de bureau de courtage, ou d'acquisition à titre gratuit, le nouveau propriétaire devra, pour être admis au Syndicat, remplir les conditions prévues par les présents statuts et demander la délivrance d'une nouvelle carte syndicale.

ARTICLE - 8 La chambre syndicale

Le Syndicat est administré par une commission composée de trente trois membres élus pour trois ans et renouvelable par tiers chaque année.

Cette commission prend le titre de chambre syndicale et ne peut être inférieure à 25 membres, auquel cas il est procédé, sous un mois, à une nouvelle Assemblée Générale, pour élire les remplaçants.

En cas de décès ou de démission des membres de la Chambre, le mandat des remplaçants aura la même durée que celui de leur prédécesseurs. Ces membres, élus en remplacement par l'Assemblée Générale, seront rééligibles, leur premier mandat étant considéré comme un intérim.

ARTICLE - 9

Sont seulement éligibles les membres de la profession qui exercent le courtage depuis 5 ans et membres du Syndicat depuis 3 ans, sauf dérogation spéciale de la Chambre.

Au maximum 3 membres associés participant d'un même bureau de courtage peuvent faire partie en même temps de la Chambre Syndicale à condition d'être titulaires d'une carte d'identité professionnelle.

ARTICLE -10

Les réunions de Chambre Syndicale (au minimum 3 fois par an dont une dans les 3 semaines suivant l'Assemblée Générale où des élections ont eu lieu), se tiennent au siège du Syndicat.

Les séances ne seront pas publiques.

ARTICLE-11

La chambre syndicale ne délibère que sur les questions portées à l'ordre du jour, ou sur celles qui lui sont soumises d'urgence et sont reconnues par elle avoir ce caractère.

La chambre syndicale ne peut valablement délibérer hors de la présence ou la signature de la moitié plus un des membres de la chambre.

- 1/3 des membres devront être présents physiquement,
- chaque membre présent ne pouvant détenir plus d'un mandat de vote

Tout scrutin pour être valable doit obtenir la moitié plus un des suffrages exprimés. Les votes par correspondance ne sont pas admis.

ARTICLE -12

Lorsqu'une proposition sera soumise à la Chambre, chaque membre recevra la parole à son tour.

La Chambre a la faculté de refuser la publicité d'une partie du procès verbal ayant trait à toute motion ou discussion qu'elle jugera inopportune.

La chambre décide du montant de la cotisation annuelle.

ARTICLE -13 Le bureau

Pour l'administration du Syndicat et les démarches d'intérêts général, la Chambre est représentée par un Bureau composé de 10 membres représentatifs des diverses régions de production.

- ⇒ Un Président,
- ⇒ Quatre Vice-Présidents
dont un prendra le cas échéant, le titre et la fonction de Vice-Président délégué,
- ⇒ Un Secrétaire Général,
- ⇒ Un Trésorier,
- ⇒ Un Archiviste,
- ⇒ Un Secrétaire Adjoint,
- ⇒ Un Trésorier Adjoint.

ARTICLE -14

Les membres du Bureau sont élus par la Chambre Syndicale pour un an, ils sont rééligibles.

Nul ne peut exercer la même fonction, plus de neuf mandats consécutifs. Les élections seront faites au scrutin uninominal et à la majorité absolue des suffrages.

La Chambre Syndicale peut toutefois, à titre exceptionnel, prolonger la fonction du Président au delà des neuf mandats consécutifs.

ARTICLE –15

Le Président représente officiellement l'Association.

Le Bureau désignera le ou les membres qui représentent officiellement le Syndicat dans les organisations et manifestations interprofessionnelles et de la Presse. Ces délégués seront validés lors de l'Assemblée Générale.

Il convoque la Chambre et le Bureau, préside et veille à ce que les membres puissent prendre part à la discussion. Il peut, après avertissement, retirer la parole à celui qui en abuserait.

Dans les votes de la Chambre ou du Bureau, en cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Le Vice-président délégué, à défaut les Vice-Présidents, supplée, dans toutes ses attributions, le Président empêché.

ARTICLE –16

Le Secrétaire Général est spécialement chargé de la rédaction des propositions mises à l'ordre du jour, des lettres qui en sont la suite, de la rédaction de tous les procès verbaux d'Assemblée Générale Ordinaire ou Extraordinaire de la Chambre Syndicale et du Bureau.

Il établit un rapport de l'activité du Syndicat soumis au vote de l'Assemblée Générale.

Il communique à chaque séance le résumé de la correspondance et délivre, sur l'avis de la Chambre et du Bureau, les pièces de toute nature qui peuvent être utilement fournies par le Syndicat et qui doivent être contresignées par le Président.

Le Secrétaire adjoint supplée le Secrétaire général empêché et le seconde dans les travaux du secrétariat.

ARTICLE –17

L'Archiviste veille à la rédaction des procès verbaux des Assemblées Générales et des séances de la Chambre et du Bureau. Il assume le classement des documents et des volumes versés aux archives.

ARTICLE –18

Le Trésorier tient la comptabilité.

Le Trésorier adjoint supplée le Trésorier empêché et le seconde dans les travaux de la Trésorerie.

Il soumet au Bureau, pour vote à la Chambre Syndicale au début de chaque exercice, un bilan prévisionnel.

Les recettes et les dépenses non prévues qui se présenteraient en cours d'exercice doivent être soumises à l'approbation du Bureau.

Le Trésorier poursuit, si besoin est, le recouvrement des cotisations et autres recettes par tous les moyens de droit.

A la fin de chaque année, il fournit un bilan complet et détaillé de ses opérations par rapport au budget voté, et présente le bilan exact de l'Association, ces comptes étant soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Seuls détiennent la signature des comptes bancaires : le Président, un Vice-Président et le Trésorier ; deux signatures sont nécessaires pour tout engagement supérieur à 2 000 €.

Toutes les fonctions des membres du Bureau sont remplies à titre gracieux. Cependant des frais motivés peuvent être remboursés aux intéressés suivant l'avis du Bureau.

ARTICLE -19

Le Bureau aura la possibilité de se faire assister par un Avocat, ou un Expert en cas de nécessité.

Les frais et honoraires de cette intervention restant à la charge du Syndicat.

ARTICLE -20

Dans les procès soutenus au nom et risques du Syndicat pour l'intérêt général de la profession, la Chambre Syndicale décide d'instrumenter, actionner ou résister. Le syndicat supporte les frais ou profits des dommages et intérêts alloués.

ARTICLE - 21

Lorsque les adhérents réclament le concours du Syndicat à propos de difficultés particulières affectant un caractère d'intérêt commun, et que ce caractère a été nettement reconnu par la majorité de ses membres, notamment au vu de l'article 37 des statuts, d'accord avec son Conseil, la Chambre Syndicale intervient volontairement aux côtés du Courtier syndiqué.

Les frais et honoraires de cette intervention restent à la charge du Syndicat.

ARTICLE - 22 L'assemblée générale

L'Assemblée Générale a lieu de droit dans le courant du mois de septembre. Elle statue sur toutes les questions d'ordre général, financier et électoral relatives au Syndicat et qui peuvent lui être préalablement soumises par écrit par tout adhérent.

Tous les adhérents y sont convoqués par simple lettre ou télécopie quinze jours avant l'Assemblée.

Elle seule peut réviser par vote les statuts du Syndicat après proposition et vote de la Chambre Syndicale, une majorité des 2/3 est nécessaire.

Son but principal est d'entendre le rapport annuel du Secrétaire, approuver les comptes présentés par le Trésorier, élire les membres destinés à remplacer le tiers sortant et les démissionnaires, entendre le rapport moral du Président, et, enfin, de répondre aux questions diverses des adhérents.

A l'initiative exclusive du Président, l'Assemblée Générale peut être animée, sur un thème choisi, par une personnalité du monde viti-vinicole invitée.

ARTICLE - 23

Indépendamment de cette Assemblée Générale réglementaire, des Assemblées Générales et Extraordinaires pourront avoir lieu toutes les fois que la Chambre Syndicale le jugera nécessaire aux intérêts dont elle a la sauvegarde, et aussi lorsque les adhérents le réclameront.

Dans ce cas, une demande de convocation, signée d'au moins 30 membres adhérents, devra être adressée au Président de la Chambre Syndicale.

ARTICLE -24

Le Bureau organise les Assemblées Générales, le dépouillement éventuel des votes étant assuré sous la présidence du doyen d'âge, avec l'assistance du dernier inscrit au tableau.

ARTICLE -25

Les délibérations de l'Assemblée Générale réglementaire ou extraordinaire ne pourront porter que sur les questions à l'ordre du jour.

ARTICLE -26

Toute décision ou vote de l'Assemblée Générale est pris dans les conditions de l'article 11 alinéa 2 sus visé (quorum, pouvoirs).

Le scrutin secret est de rigueur quand il s'agit de l'intérêt particulier de l'un des membres du Syndicat, dans tous les cas, il doit avoir lieu quand il est réclamé par un seul des membres présents.

Tout membre qui n'aura pas payé le montant de sa cotisation n'aura pas droit au vote.

ARTICLE -27 Trésorerie

Les recettes se composent :

- 1- des droits d'entrée et de validation de la carte syndicale, des cotisations annuelles auxquelles sont tenus tous les membres du Syndicat,
- 2- des intérêts produits par les placements opérés par le Syndicat,
- 3- des subventions accordées par l'Inter-Profession ou autre organisme,
- 4- des participations des adhérents aux manifestations syndicales (Assemblées Générales ou autres).

ARTICLE - 28

Les principales dépenses sont :

- 1- le loyer et les charges du local affecté au siège du Syndicat, les assurances et les impôts,
- 2- l'ameublement nécessaire et son entretien,
- 3- les frais de bureau et de secrétariat,
- 4- les frais de déplacement et de représentation,
- 5- la cotisation à la Fédération Nationale des Syndicats des Courtiers de Vins et Spiritueux de France,
- 6- les frais de réception (Assemblées Générales ou autres).

ARTICLE -29

Les excédents de recette sur les dépenses sont placés sur un compte de dépôt. Aucune somme placée ne peut être retirée sans avis du Bureau.

ARTICLE -30

L'exercice financier commence le 1^{er} août pour finir le 31 juillet. Le recouvrement des cotisations a lieu à partir du 1^{er} octobre et doit être clos le 31 janvier suivant. Dans le cas où, pendant le cours de l'exercice, la cotisation votée serait insuffisante pour couvrir les dépenses du Syndicat, une Assemblée Générale convoquée extraordinairement déterminera le supplément de cotisation à acquitter par chacun des membres.

ARTICLE - 31 Discipline

La Chambre Syndicale peut prononcer les peines disciplinaires suivantes :

- ⇒ L'avertissement,
- ⇒ La radiation temporaire,
- ⇒ La radiation définitive,

ARTICLE - 32

Pour l'inobservance des statuts et du règlement du Courtier syndiqué, tel qu'il est défini par l'article 37, la Chambre Syndicale a tous pouvoirs pour l'application des peines disciplinaires prévues à l'article précédent.

ARTICLE - 33

Le Courtier poursuivi disciplinairement est entendu par le Bureau, après avoir été appelé devant lui par le Secrétaire Général ; il peut, s'il le désire, se faire assister.

Il lui est donné connaissance du motif pour lequel il est convoqué et après avoir entendu ses explications, le Bureau donnera son avis à la chambre syndicale qui statuera . La décision lui sera communiquée par le Président.
Aucune sanction ne peut être prise sans l'accord de la chambre syndicale.

S'il le requiert, il lui est délivré expédition de la décision.
Ces décisions seront portées à la connaissance de l'Assemblée Générale, le Bureau se réservant la faculté de leur donner une certaine publicité.

Les sanctions ordinaires ne sont pas exclusives des sanctions légales découlant de l'article 6 de la loi du 31 décembre 1949.

ARTICLE - 34

Tout membre du Bureau qui le demande et qui aura exercé son mandat pendant neuf ans au moins, pourra, après délibération conforme de la Chambre, prise sur scrutin secret, être nommé membre honoraire.

Les membres honoraires et non actifs seront convoqués aux Assemblées Générales sans droit de vote.

ARTICLE - 35

La dissolution du Syndicat ne peut être mise en délibération que sur la demande écrite, adressée à la Chambre Syndicale, de la moitié plus un des adhérents. Elle sera prononcée par l'Assemblée Générale, sur un vote par appel nominal, à la majorité des trois quarts des adhérents présents (pouvoirs exclus).
La liquidation sera faite par les soins de la Chambre Syndicale ou de toute personne substituée.

ARTICLE - 36

Les présents statuts proposés au vote de l'assemblée générale de septembre 2002 seront appliqués à partir du 1^{er} août 2003.

REGLEMENT DU COURTIER DE VINS ET SPIRITUEUX ADHERENT DU SYNDICAT

ARTICLE - 37

Le rôle du courtier de vins et spiritueux est de mettre en rapport vendeur et acheteur d'un lot de vins. Il négocie les conditions du marché et après avoir recueilli l'accord des parties, il établit un bordereau de confirmation qu'il adresse à chacune sous forme identique.

Le courtier s'engage à établir les bordereaux de confirmation sur ses bordereaux personnels et/ou selon le cas au moyen de bordereaux de l'interprofession en respectant les accords interprofessionnels et les clauses juridiques et commerciales en vigueur.

Son rôle, légalement, s'arrête à cet instant. Les usages dans notre région font que le courtier surveille la bonne exécution du contrat jusqu'à la livraison et le paiement effectif. De ce fait, il reste le garant moral de la transaction.

D'autre part, il est interdit au courtier de vins et spiritueux :

- d'acheter sans ordre,
- d'acheter pour son propre compte,
- de ne pas donner le nom de son acheteur, car il serait dès lors, considéré comme ayant acheté pour son compte,
- de percevoir une autre rémunération que son courtage à l'insu des parties,
- de facturer l'une ou l'autre des parties, en dehors des comptes de commissions relatifs à son activité.

Sauf convention exceptionnelle, le courtier n'est jamais ducroire.

Le courtier de vins et spiritueux professionnel de la dégustation, s'engage à participer régulièrement aux dégustations syndicales et interprofessionnelles, également à présenter des lots homogènes et représentatifs des appellations des vins qu'il propose à ses acheteurs.

Soucieux de se démarquer d'intermédiaires peu scrupuleux, le courtier de vins et spiritueux, conscient de l'importance de son rôle, s'engage à agir avec probité et discrétion auprès des viticulteurs et des négociants locaux qu'il visite et à avertir le syndicat de tout cas contraire à cet éthique.